

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2023-10-30-00007

Arrêté portant mise en demeure envers la
société STELLANTIS à Poissy

**ARRÊTÉ
portant mise en demeure**

**SOCIÉTÉ STELLANTIS
à POISSY**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L171-8 ;

Vu le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROTON en qualité de Préfet des Yvelines ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement à la société Peugeot Citroën Poissy SNC pour son usine située 45 rue Jean Pierre Timbaud à Poissy et notamment l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 avril 2017 modifiant l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires d'exploitation du 7 avril 2009 intégrant plusieurs modifications d'installations dont celle relative à la modification des installations de combustion ;

Vu l'arrêté préfectoral n°78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la décision n°DRIEAT-IDF-2023-0063 du 6 septembre 2023 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

Vu les plaintes des riverains déposées par courriels les 20 juillet, 21 juillet (relance le 29 juillet), 3 août, 28 août et 7, 14, 15, 22, 25 et 27 septembre 2023 concernant des nuisances olfactives ;

Vu la demande de l'inspection des installations classées, par courriels des 4 et 14 septembre 2023, de la transmission du rapport d'incident ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 11 septembre 2023 sur le site de la société STELLANTIS ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 04 octobre 2023 transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 octobre 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à l'inspection du 11 septembre 2023, accompagné d'un projet d'arrêté de mise en demeure ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission susvisée ;

Considérant les constats effectués au cours de l'inspection du 11 septembre 2023 ;

Considérant l'absence de transmission, du rapport d'incident relatif à la fuite de solvant sur l'un des robots de la cabine Bi-ton, dans le délai imposé à l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009 susvisé ;

Considérant les informations incohérentes transmises par l'exploitant concernant les opérations de nettoyage et de curage des fosses ainsi que sur la gestion des eaux issues des fosses de relargage des cabines « bases » et « vernis » de l'atelier peinture ;

Considérant qu'à ce jour, l'exploitant n'a transmis aucun justificatif des actions entreprises pour s'assurer que les activités de l'atelier peinture (process, nettoyage, gestion des déchets...) ne sont pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ;

Considérant que la visite d'inspection du 11 septembre 2023 n'a pas permis de mettre en évidence le(s) cause(s) de ces nuisances olfactives, ni au sein de l'entreprise STELLANTIS, ni aux abords de différents endroits du quartier Saint-Exupéry de Poissy ;

Considérant que les nuisances olfactives sont encore perçues par les riverains ;

Considérant l'absence de transmission, des rapports des campagnes de mesures annuelles et quinquennales au titre de la surveillance de la qualité de l'air, dans le délai imposé à l'article 3.2.12.5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009 susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis l'ensemble des justificatifs d'élimination des déchets dangereux générés lors des opérations de nettoyage des fosses de l'atelier peinture ;

Considérant qu'à ce jour, la gestion et le devenir des eaux issues des fosses de relargage des cabines « bases » et « vernis » de l'atelier peinture restent très flous ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées les procédures de l'atelier peinture relatives :

- aux opérations de curage et de nettoyage des fosses ;
- aux opérations de nettoyage et d'entretien des extracteurs et ventilateurs ;
- à la gestion des déchets dangereux ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan permettant de localiser les fosses de relargage des cabines d'application des bases hydrosolubles, des cabines de peinture bi-ton et des cabines vernis ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 2.5.1 ; 3.1.3 ; 3.2.12.5 ; 6.4.1 ; 2.1.2 et 2.6 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009.

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société STELLANTIS de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : La société STELLANTIS exploitant une usine d'assemblage automobile située 45 rue Jean-Pierre TIMBAUD à Poissy (78300), est mise en demeure, dans le délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009 susvisé, en transmettant le rapport d'incident relatif à la fuite de solvant sur l'un des robots de la cabine Bi-ton. Le rapport doit préciser notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Article 2 : La société STELLANTIS exploitant une usine d'assemblage automobile située 45 rue Jean-Pierre TIMBAUD à Poissy (78300), est mise en demeure, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009 susvisé, en transmettant un rapport qui précise notamment:

- les actions mises en œuvre depuis le 20 juillet 2023 pour identifier les causes possibles des nuisances olfactives perçues par les riverains ;
- le calendrier de mise en œuvre de ces actions ;
- comment est assurée la ventilation du local d'égouttage de boues ;
- comment est assurée la captation des solvants au droit de la cuve de récupération de solvants et du tuyau de récupération des solvants, afin d'en empêcher leur échappement.

Article 3 : La société STELLANTIS exploitant une usine d'assemblage automobile située 45 rue Jean-Pierre TIMBAUD à Poissy (78300), est mise en demeure, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 3.2.12.5 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009 susvisé, en transmettant les derniers rapports des campagnes de mesures annuelles et quinquennales au titre de la surveillance de la qualité de l'air.

Article 4: La société STELLANTIS exploitant une usine d'assemblage automobile située 45 rue Jean-Pierre TIMBAUD à Poissy (78300), est mise en demeure, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 6.4.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009 susvisé,

- en transmettant l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets et justificatifs associés aux opérations de nettoyage des fosses de l'atelier peinture et notamment le bordereau de suivi de déchets relatifs à l'évacuation des eaux issues de la fosse de relargage de la cabine « bi-ton » dès réception ;
- en clarifiant la gestion des déchets issus des opérations de nettoyage des fosses en détaillant les opérations réalisées concernant la gestion de l'ensemble des déchets générés lors ces opérations et en indiquant les emplacements de stockages exacts et notamment la destination finale des eaux usées des eaux issues des fosses de relargage des cabines de l'atelier peinture.

Article 5: La société STELLANTIS exploitant une usine d'assemblage automobile située 45 rue Jean-Pierre TIMBAUD à Poissy (78300), est mise en demeure, dans le délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009 susvisé,

- en décrivant les mesures mises en place pour l'ensemble des extracteurs du bâtiment RAPPY et notamment au niveau de la ventilation du local d'égouttage et stockage de boues, afin de limiter les émissions diffuses des COV à l'atmosphère ;
- en précisant l'exutoire des effluents captés par le système de ventilation du local d'égouttage et de stockage des boues ;
- en transmettant les consignes relatives à l'entretien et au fonctionnement des extracteurs et des ventilateurs de l'atelier peinture ;
- en transmettant les consignes relatives au curage et au nettoyage des fosses de l'atelier peinture ;
- en transmettant les consignes relatives à la gestion des déchets dangereux issus de cet atelier.

Article 6 : La société STELLANTIS exploitant une usine d'assemblage automobile située 45 rue Jean-Pierre TIMBAUD à Poissy (78300), est mise en demeure, dans le délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°09-046/DDD du 7 avril 2009 susvisé, en transmettant le plan du bâtiment RAPPY permettant de localiser les fosses de relargage des cabines de l'atelier peinture.

Article 7 : Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 6 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 8 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. *La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).*

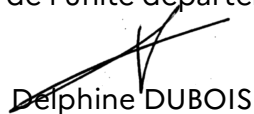
Article 9 : Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
 - sous-préfet de Saint Germain-en-Laye,
 - maire de la commune de Poissy,
 - directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 30 octobre 2023

Le Préfet et par délégation
Pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale


Delphine DUBOIS